« Vers la décolonisation de l'espace public en Région de Bruxelles-Capitale » : un projet ambitieux qui porte ses fruits



Monument Lt général Storms (Ixelles, août 2020 - https://urban.brussels/fr/news/vers-la-decolonisation-de-l-espace-public-en-region-de-bruxelles-capitale)

Depuis l'affaire du meurtre de George Floyd qui a secoué le monde en 2020, les débats sur la décolonisation de l'espace public ont gagné en visibilité, y compris en Région de Bruxelles-Capitale (RBC). Certains monuments et statues coloniales ont fait l'objet de contestations depuis de nombreuses années. En septembre 2020, un groupe de travail comprenant seize expert·es y a été mis en place. Son rapport, transmis en février 2022 au Parlement bruxellois, fait le point sur la notion de décolonisation en Belgique et formule des recommandations vis-à-vis de l'espace public. En mai 2023, le gouvernement bruxellois transforme ce texte en un plan d'action intitulé *Vers la décolonisation de l'espace public en Région de Bruxelles-Capitale*, mis en œuvre par Urban et articulé autour de quatorze actions. Depuis, plusieurs manifestations ont été organisées, et de premières actions ont été menées. Romain Landmeters, historien de la colonisation de l'UCLouvain – Saint-Louis Bruxelles (affilié au Centre de recherches en histoire du droit, des institutions et de la société), a été désigné en avril 2024 coordinateur de ce projet ambitieux. Il a accepté de revenir avec nous sur les enjeux essentiels que recouvre ce projet, en avril 2025.

Bonjour Romain. Vous êtes donc coordinateur du Projet *Vers la décolonisation de l'espace public en Région de Bruxelles-Capitale.* Pourriez-vous définir ce qu'on entend par décolonisation ?

Généralement, le grand public comprend la décolonisation comme une période historique : pour la Belgique, ce serait ce mouvement qui se déroule entre la Seconde Guerre mondiale et 1965-1970. Dans les pays hispanophones ou lusophones, on a plutôt une compréhension de la décolonisation qui est plus ancienne, car la colonisation a commencé plus tôt. Il y a donc déjà potentiellement des compréhensions différentes en fonction d'où on se trouve en Europe ou dans le monde.

Puis, avec différents courants de pensée, en particulier le *postcolonialism* développé autour des années 1970 notamment par Edward Saïd, on commence à questionner la compréhension que l'on a de la colonisation et de la décolonisation. E. Saïd et d'autres théoricien·nes l'étudient surtout du point de vue culturel : pour eux, on continue à constater, au niveau culturel, une domination occidentale dans la compréhension de la colonisation et de ses conséquences. Petit à petit, dans les mondes indien et latino-américain, on comprend que la lecture du postcolonialisme ne va pas assez loin. Certains chercheurs ajoutent une couche supplémentaire : ce n'est pas que culturel, mais aussi politique et économique. Ils instaurent ce qu'on appelle le courant décolonial qui remet en question tous les rapports de pouvoirs qui subsistent depuis la décolonisation. Et c'est dans cet esprit-là qu'on comprend désormais la décolonisation au sens large et en particulier la décolonisation de l'espace public : comment peut-on questionner les rapports de pouvoir coloniaux permanents dans la société contemporaine ? Et comment peut-on, à travers des espaces concrets de l'espace public, déconstruire ou questionner ces rapports de pouvoir ? C'est l'idée de notre travail. Ce n'est pas juste d'identifier tout ce qui est colonial dans l'espace public, prendre un marteau-piqueur et les détruire. C'est d'utiliser cet espace pour faire prendre conscience de ces rapports de pouvoir persistants.

Et concrètement, quels sont les objectifs que vous poursuivez ?

Le plan est composé de quatorze actions. (…) On a décidé qu'on allait structurer en quelques volets les actions qui s'entrecroisent.

Le premier volet rassemble des actions de gouvernance : dans ces rapports de pouvoirs, il y a aussi une question politique. (…) L'idée est que ce ne sont plus uniquement les institutions publiques qui doivent prendre le *lead* et gérer ce genre de questions. Une première action consiste à composer un comité d'accompagnement du plan d'action, comprenant des

représentants d'administrations bruxelloises touchées de près ou de loin par la question de l'espace public. (…) Deux groupes sociaux qu'on n'a pas l'habitude de voir dans la gestion politique s'y ajoutent : les acteurs académiques, qui sont en général appelés en amont ou en aval d'une part (…). Là, on a décidé qu'une partie des seize expert·es qui avaient travaillé aux recommandations seraient aussi membres. D'autre part, dimension supplémentaire, on a convié des représentants d'associations animées par des personnes afrodescendantes pour qu'elles soient aussi impliquées dans le suivi du plan. Ce comité se réunit tous les deux mois. On y traite des dossiers d'actualité ou touchant au plan, on les discute et les travaille ensemble. Chacun·e apporte son expérience. La richesse de ce lieu est que chacun·e vient avec ses qualités et son expérience, on se découvre et on essaie de faire avancer le projet.

Deuxième volet : la sensibilisation/l'éducation. Il est porté par une action (3) très importante : on identifie les traces coloniales qui se trouvent dans l'espace public, on les documente, et petit à petit, on les cartographie. (…) Ainsi, on a identifié entre 160 et 180 traces (selon les critères) en RBC, et on les intègre au fur et à mesure à des outils existants : les inventaires patrimoniaux de la RBC (…) qu'on utilise soit pour compléter, soit pour créer de nouvelles notices concernant ces traces. Une trace, ça peut être simplement un nom de rue. (…) On dispose donc d'une liste, on la nourrit, puis on la cartographie. (…). En outre, on crée des liens entre la carte et les inventaires afin d'offrir une compréhension la plus complète possible. Dans ce volet de sensibilisation, j'essaie aussi pour ma part de créer un outil qui synthétise les connaissances accumulées à l'attention du grand public, afin que celui-ci comprenne très vite pourquoi on a intégré un objet dans l'inventaire des traces coloniales. En d'autres termes, on essaie d'expliquer en quoi un personnage ou une association ou une institution mis en évidence dans l'espace public a joué un rôle dans la colonisation (belge). De même, certaines traces sont qualifiées de « décoloniales », car certaines communes ont apporté un contrepoint sur le passé colonial. Je prends l'exemple de la rue Gemba à hauteur de Simonis, renommée en l'honneur de l'une des victimes du zoo humain mis en place lors de l'Exposition universelle de 1897 à Tervuren (…). Notre espoir est de parvenir à un format web similaire à Belgium WWII pour que le public puisse accéder aisément à toutes les informations, car un inventaire, c'est parfois plus fastidieux à aborder (…). Cela serait une manière de toucher le public plus facilement.

Enfin, un volet sur la question de la mémoire. Une action (5) correspond à une étude de faisabilité d'un centre d'interprétation de la décolonisation. Le mot « musée » a été laissé tomber à dessein. Une étude financée par Beliris a commencé fin mars 2025 autour d'un consortium rassemblant des spécialistes de l'urbanisme, de la muséographie, de la scénographie

muséale et des architectes. Des chercheur·euses en sciences humaines et sociales de l'UCLouvain les accompagnent. Ce consortium est chargé de répondre à une question principale : si vous deviez repérer un espace à Bruxelles propice à discuter de la colonisation et de la décolonisation, quel serait ce lieu idéal et comment l'organiserait-on ? Garderait-t-on un modèle muséal ou opterait-on pour un autre schéma (en extérieur ou en intérieur) ? Trois missions connexes lui sont imposées. D'abord, réfléchir à un lieu de commémoration des victimes de la colonisation à Bruxelles (action 7). Reste-t-on dans le traitement traditionnel de la mémoire en Occident (créer un lieu, une œuvre, un recueillement annuel) ? Ou fait-on autre chose ? Ensuite, puisque les expert·es du rapport 2022 estimaient que certaines traces ne pouvaient plus rester dans l'espace public, à un lieu qu'on a appelé « dépôt » où l'on pourrait déplacer des traces indésirables (action 8). Un exemple : la statue nègres marrons surpris par des chiens à l'Avenue Louise. Si on ne parvient pas à développer une médiation suffisamment puissante pour contrebalancer la violence du monument, il faut le retirer. (…) Enfin, à quelle(s) date(s) et de quelle manière organiser des commémorations concernant la colonisation en RBC ? (action 9).

Parmi les actions menées, il y a donc de potentiels déboulonnements de statues. Est-ce que cela provoque des réactions polarisées dans la population ? Comment gérez-vous cela ?

Évidemment, oui, cela provoquait des réactions bien avant que le plan d'action n'existe. Je pense par ailleurs que c'est le rôle des chercheur·euses en sciences sociales et humaines de montrer qu'on ne comprend pas la question de manière binaire. C'est une difficulté, un défi, mais aussi la force de ce genre de projets. Oui, on a l'impression que certaines parties prenantes sont vraiment « contre » ou vraiment « pour », mais si l'on creuse et discute, documente et informe ces publics, on réalisera que certains sont « plutôt pour » ou « plutôt contre », et ainsi de suite de manière de plus en plus fine.

Une étude de l'Université d'Anvers publiée en 2022[1] montre que plus un public est informé sur la question de la colonisation, plus celui-ci est favorable à faire un travail de décolonisation. Ça ne veut pas dire retirer, mais au moins que les choses changent dans l'espace public. Il n'y a pas de différences en termes de tendances politiques, mais plutôt au niveau de l'âge : les générations plus jeunes sont plus favorables à d'éventuels retraits de l'espace public. (…) On voit donc que la sensibilisation joue indéniablement un rôle dans la malléabilité des positions

[1] R. BROUWERS, Z. VERLEYE & P. VERHEYEN, « De steun voor dekolonisering in België in kaart gebracht: tussen politieke gevoeligheden en maatschappelijke aanvaarding », *Tijdschrift Sociologie*, vol. 3, 2022, p. 128-162. https://doi.org/10.38139/TS.2022.06.

du pour et du contre. Or, le premier constat que formule cette étude est que les Belges ont des connaissances très réduites en histoire de la colonisation (…). Là, il y a un véritable défi aussi : plus on réussit à expliquer, plus on a des chances d'avoir un public qui est favorable ou ne s'oppose pas de manière aussi radicale. Il ne faut jamais oublier un élément mis en évidence par la sociologue Sarah Gensburger : un grand nombre de personnes ne sont pas au courant ou n'en ont pas grand-chose à faire[2] (…)

Des oppositions existent, certaines demeureront. Question de génération, question d'héritage. Un exemple concret en 2025 : la célébration par ses descendants d'Edmond Thieffry (1892-1929), as de l'aviation durant la Première Guerre mondiale. Il s'agit du premier aviateur qui relia Bruxelles à Léopoldville (auj. Kinshasa) au printemps 1925. Après cet exploit, le héros Thieffry se fait le porte-voix de la propagande coloniale belge (…). Il participe à la diffusion de l'idée de « mise en valeur », reformulation de la « mission civilisatrice », qui promeut la valorisation du territoire congolais par le recours à la technologie et aux transports. Après son décès en 1929, on érige un monument à son honneur à Etterbeek – une rue lui avait déjà été dédiée en 1925. Puis, son image est utilisée dans les revues de tourisme colonial (…), un avion est renommé en son honneur par la Sabena, etc. Toute une imagerie autour du personnage est largement mobilisée en faveur du projet colonial. Pourtant, lorsque sa famille veut célébrer le centième anniversaire de la liaison Bruxelles-Léopoldville, sponsorisé par par BPost et Brussels Airlines, ce lien colonial est tu. On fait face à une famille qui ne serait pas au courant. Lorsque le comité Décolonisation ajoute la rue, le monument et la station de métro dédiés à E. Thieffry à la liste des traces coloniales, l'intention n'est pas de faire le procès d'E. Thieffry – il ne s'agit pas de juger les personnes –, mais bien de révéler un système colonial qui a existé et auquel certain·es ont pris part à des degrés divers. Et c'est compréhensible qu'une famille accepte cela difficilement alors que pendant cent ans, leur ancêtre a été célébré comme un héros de la nation. (…) Il y a un contexte et de la nuance à apporter. (…)

Peut-on rapprocher cette situation des questions qui se posent autour de *La Maturité,* même si c'est dans un autre domaine ? Est-ce un même type de problématique ?

En tout cas, sur la sensibilité, oui. Le terme qu'on a le plus utilisé depuis que j'ai accepté la mission de coordinateur, c'est que c'est *sensible.* Sur la question de *La Maturité* [groupe sculpté de Victor Rousseau installé en 1922 dans le quartier de la gare centrale, Ville de Bruxelles],

[2] S. GENSBURGER, « Pourquoi déboulonne-t-on des statues qui n'intéressent (presque) personne ? », *The Conversation*, 29 juin 2020 (http://theconversation.com/pourquoi-deboulonne-t-on-des-statues-qui-ninteressent-presque-personne-141493, consulté le 4/10/2024).

bien que je ne connaisse pas ce monument, il y a déjà un point important : tout le monde revendique « son » expertise.

À mon sens, le danger est l'impréparation lors d'un changement de paysage. La question d'une œuvre dans l'espace public, c'est avant tout une question de paysage. (…) Le jour où l'on retire une œuvre, on l'extrait du paysage des citoyens. Le tout est de s'y préparer. On doit expliquer pourquoi on doit la retirer. (…). Pour éviter une controverses alimentée de cartes blanches comme pour *La Maturité,* les institutions publiques doivent aller davantage vers les citoyens en les prévenant de la modification de l'espace public, du pourquoi, des objectifs. (…) En résumé, de mon point de vue, il est nécessaire de rappeler que la ville appartient aux citoyens, et on ne peut plus le nier comme on l'a fait pendant des décennies. Ça ne veut pas dire qu'il faut faire de la participation citoyenne très large pour tout objet, mais être conscients qu'il faut co-préparer les citoyens quand on modifie leurs horizons.

Pour cette préparation, vous avez évoqué la sensibilisation, notamment des jeunes. Est-ce que l'école fait aussi partie du projet ?

Oui, je l'ai dit, plusieurs actions concernent la sensibilisation. On a une action (10) qui s'adresse aux fonctionnaires régionaux. On pense au départ que le projet ne touche qu'au patrimoine. En réalité, la volonté du gouvernement est de dire qu'on touche à quasi tous les métiers de l'urbanisme et du patrimoine. (…) On avancera mieux si on a une adhésion.

Une autre action (6) concerne un appel à projets, en collaboration avec Equal.brussels qui lutte contre les discriminations de tout ordre. L'objectif est de financer des organisations qui font un travail de sensibilisation sur la décolonisation (de l'espace public) à l'attention du grand public. Et parmi ce public, il y a les jeunes. En outre, le projet des « classes du patrimoine », financé par Urban, s'adresse spécifiquement à elles et eux. Des agents guident des élèves avec l'argument du patrimoine de leur quartier et de leur ville comme point d'appui (…). On a ajouté à ce programme un volet (dé)colonisation en collaboration avec le musée Belvue. Les écoles peuvent s'inscrire et faire un parcours dans le quartier royal pour apporter des connaissances sur ces questions. Donc, d'abord il y a diffusion de connaissances sur la colonisation, et puis cela est complété par une initiation sur la manière dont les rapports de pouvoir inégaux issus de la colonisation se manifestent encore dans la société actuelle. Le principal outil d'Urban enfin, ce sont les journées du patrimoine, à la mi-septembre. L'édition 2022 était portée directement sur les traces coloniales. Cette année, le thème est l'Art déco. On organisera des visites qui font le lien entre l'Art déco et la décolonisation.

Ces premières actions menées sont-elles un succès ? Comment envisagez-vous l'avenir ?

En nommant ce rapport « Vers la décolonisation », les expert·es considéraient – je ne sais pas si c'était évident pour le gouvernement – que Bruxelles n'était pas encore entrée dans la décolonisation. Et je pense pouvoir affirmer que maintenant, on a avancé (…). Pour moi, la principale réussite, qui manque souvent ailleurs, est que tout le monde se retrouve autour de la table. C'est quelque chose de difficile à comprendre. Pour la première fois, les associations disent qu'on les écoute, et elles ont l'impression qu'on ne se moque pas d'elles (…). On a instauré ici quelque chose qui crée de la confiance, ce qui est décisif quand on touche à des questions identitaires.

Vous l'avez dit, les académiques sont inclus dans le projet, qui est quelque part un miroir de la recherche en histoire sur ces questions. Inversement, y aurait-il un impact de ce projet dans la ville sur la recherche ?

Bien sûr ! Il y a un besoin de connaissances. Dans ce projet, plus on avançait, plus on s'est rendu compte qu'on avait besoin de personnes ayant des connaissances fines de la colonisation et de la décolonisation. Dans mon rôle de coordinateur, je suis souvent sollicité sur des questions (…) et je ne peux pas apporter toutes ces connaissances. Régulièrement, je demande du soutien à d'ancien·nes collègues.

Dans le sens inverse, plusieurs projets de recherche mêlant différentes disciplines de sciences humaines et sociales travaillent dans le champ des *memory studies* à l'échelle belge ou européenne (par ex. les projets Conciliare ou HERICOL). Petit à petit, certains ont rejoint notre comité comme membres observateurs. On bénéficie donc de la présence de ces chercheurs et chercheuses, et ça fait des connexions. Des discussions s'engagent pour savoir ce qu'on peut s'apporter mutuellement. Elles et ils s'interrogent sur la manière dont les autorités publiques s'emparent de ces questions qui touchent aux identités : où est prise la décision ? Est-ce que les citoyens ont vraiment voix dans ce genre de projet ? Comment participent-ils ? (…)

Quelle est votre conclusion sur le rôle des historiens dans ce contexte ?

Les sciences humaines et sociales sont, pour moi, souvent peu valorisées dans ce qu'elles apportent à une société. En tant qu'historien ou historienne, on doit chercher, en marge de notre travail de recherche fondamentale, à contribuer à la société. Et la réponse n'est pas univoque. Souvent, j'ai été confronté à la difficulté d'obtenir une contribution « sociétale » d'un·e chercheur·euse qui dispose l'expertise la plus fine, par manque de temps ou parce qu'il/elle n'est pas financé·e pour ce genre d'investissements. (…) Hormis dans les séminaires et cours à

l'université, un·e chercheur·euse ne peut pas consacrer de temps à la diffusion des savoirs de manière saine (en étant rémunéré, en étant « en sécurité » sur le temps à y consacrer). Sortir de ce cadre conduit parfois à des reproches ou à du surmenage. Cela démontre que l'université peut encore s'améliorer dans son rôle « sociétal ». Ce projet soulève enfin la question de l'extractivisme intellectuel : je suis chercheur·euse/membre d'une administration publique, je vais à un endroit, je prends les connaissances produites par une association, et je la transforme en publication. On devrait pouvoir valoriser le travail de tou·tes (…).

Xavier Dabe (UCLouvain – Saint-Louis Bruxelles)